



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours,2656>

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 845 - mai 1986 -

Date de mise en ligne : mardi 23 juin 2009

Date de parution : mai 1986

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le revenu minimum garanti ? une idée qui continue à faire son chemin : En Novembre 1985, la Convention Nationale du Parti Socialiste, admettant que la croissance elle seule ne pourrait rattraper le chômage et qu'à court terme (laissons-leurs leurs illusions !) la modernisation va détruire plus d'emplois qu'elle ne va en créer, proposait l'institution, en contrepartie d'un travail ou d'une formation, d'un supplément de ressources permettant d'arriver à un revenu minimum garanti. Juste avant les élections. M. André Laignel, responsable de la campagne du parti socialiste, déclarait au « Matin » : « De nouvelles avancées peuvent et doivent être faites : par exemple, la mise en place d'un revenu minimum garanti, de façon qu'aucun Français ne vive au dessous du seuil de pauvreté... C'est par des avancées successives que nous atteindrons le but qui est le nôtre : l'instauration d'une société où l'homme l'emportera sur l'argent ».

Nous apprenions aussi que le 4 mars dernier, Mme Georgina Dufoix, à l'époque ministre des affaires sociales, avait signé avec le président du conseil général du Territoire du Belfort une convention pour la mise en place d'un « minimum social » accompagné d'un programme de réinsertion à partir du 1er Mai prochain, financé par l'Etat et le département. Notons que des formules de revenu garanti existent déjà dans plusieurs villes, notamment Besançon, Charleville, Epernay, Fougères, Nantes, Rennes et Saverne, mais que c'est la première fois qu'un tel programme est organisé à l'échelle d'un département. Une originalité : cette convention est baptisée « contrat personnalisés d'autonomie ». En échange de l'allocation, le bénéficiaire s'engage à tenter de retrouver son autonomie (rechercher du travail, suivre une formation, accomplir une tâche d'intérêt collectif).

Toujours dans le même esprit, parlant des risques d'une déflation incontrôlée, M. Yoland Bresson, professeur d'Economie à l'Université Paris XII, écrit dans « le Monde » du 20 Mars 1986 : « Certes rien n'est sûr. Ni l'explosion du chômage ni la terrible crise financière ponctuant la déflation. Mais attention à ne pas tromper le peuple encore une fois ! La seule vraie réponse à sa légitime inquiétude, c'est la transformation du mode d'attribution des revenus. C'est l'intégration systématique de tous les exclus du salariat - jeunes, mères au foyer, chômeurs - dans le jeu de l'économie en leur rendant la dignité. Comment ? Par l'allocation inconditionnelle à chaque citoyen d'un revenu minimum, identique, sans autre considération que le fait d'exister ».

Ainsi, n'en déplaise aux éternels grincheux, nos idées font quand même leur chemin. Bien sûr, nous n'en sommes pas encore à l'économie distributive intégrale, mais toutes ces mesures, bien partielles, avec tous les risques qu'elles comportent comme nous ne manquons pas de le souligner dans ce journal, nous en approchent chaque jour un peu.

L'informatisation fait sentir ses effets dans tous les domaines. Même dans la police. Un de nos lecteurs nous a fait parvenir une coupure du « Provençal » du 17 Février 1986 dans laquelle on pouvait lire : « Pour la petite histoire, l'informatisation de la police nationale mettra au rebut 15.000 machines à écrire. De plus, le ministre de l'Intérieur estime que la généralisation des ordinateurs dans les commissariats correspond à l'embauche de 18.000 fonctionnaires ». Encore une source d'emploi qui se tarit !

Quant à l'investissement qui crée des emplois, il faut déchanter : on pouvait lire dans « Sud-Ouest » du 14 janvier dernier : « Investissements industriels ; la Charente prend le large... mais l'analyse de l'utilisation des fonds confirme une tendance amorcée depuis plusieurs années : les investissements industriels ne créent plus d'emplois ».

Cela aussi il y a longtemps que nous le disons !

Devinette : mais Ã qui donc profite la soi-disant bonne santÃ© de l'Ã©conomie britannique ? On pouvait lire dans deux numÃ©ros successifs du « Monde » (28 FÃ©vrier et 1er Mars 86) que la balance des paiements courants de la Grande-Bretagne avait enregistrÃ© en Janvier un excÃ©dent de 1141 millions de livres (le meilleur depuis trois ans !) et que le chÃ´mage venait de battre un nouveau record absolu avec 3.210.000 demandeurs d'emplois Ã la mi-FÃ©vrier, ce qui porte Ã 13,3 % le taux de chÃ´mage outre-Manche. L'analyse par rÃ©gions se rÃ©vÃ©le encore plus inquiÃ©tante puisqu'on note des taux de chÃ´mage de 22 % en Irlande du Nord, de 18,3 dans le nord de l'Angleterre et 16,6 au Pays de Galles. Mais nos voisins britanniques n'ont pas fini de souffrir. Leur ministre des finances leur prÃ©pare un nouveau budget de rigueur. C'est qu'en effet la Grande-Bretagne a le grand tort d'Ãªtre un pays exportateur de pÃ©trole et la chute des cours de l'or noir va rÃ©duire de prÃ>s de la moitiÃ© les recettes pÃ©troliÃ©res de l'Etat. (Comme quoi, encore une fois, l'abondance est vraiment une calamitÃ© !). Du coup, les promesses de vastes allÃ©gements fiscaux, rÃ©guliÃ©rement renouvelÃ©es depuis sept ans par les conservateurs, sont une fois de plus reportÃ©es aux calendes grecques. Pour attÃ©nuer cette dÃ©convenue, le chancelier de l'Echiquier (leur ministre des finances), a consenti une mini- baisse de l'impÃ´t sur les revenus et une rÃ©duction sur les droits de timbre, sur les opÃ©rations de bourse ainsi qu'une sÃ©rie d'abattements fiscaux et d'encouragements pour les actionnaires. En contrepartie de ces « efforts », le ministre a annoncÃ© un accroissement des impÃªts indirects, notamment sur l'essence ! Finalement, ce budget, bien que jugÃ© assez terne, a ÃªtÃ© bien accueilli par les milieux de la City, ce qui s'est traduit par une augmentation des cours de la Bourses... No comment !

Et dire que le nouveau gouvernement RPR-UDF veut s'inspirer du modÃ©le Ã©conomique britannique... Il faut croire que les Ã©lecteurs franÃ§ais ne savaient pas que le revenu moyen des britanniques n'atteint guÃ©re que les trois quarts de celui de franÃ§ais !